

# COMMUNE DE VIELSALM

## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Séance du 28 octobre 2013 n° 13.8

Présents : M. DEBLIRE, *Bourgmestre-Président*;  
MM. REMACLE, BERTIMES Mmes HEYDEN, DE CORTE, Echevins  
MM. GENNEN, BRIOL, RION, ENGLEBERT, BECKER, GERARDY, Mmes  
DESERT, MASSON, LEBRUN, CAPRASSE, MM. WILLEM, BLERET, *Conseillers  
communaux*  
M. GERARDY, *Président du Conseil de l'Action Sociale*  
Mme A.C. PAQUAY, *Directrice générale*

Objet : Taxe communale sur les imprimés publicitaires – Exercices 2014 à 2018.

Le Conseil communal, en séance publique,

Considérant qu'il importe d'assurer l'équilibre du budget communal ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment les articles 465 à 469 ;

Vu la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment L1122-30,

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales,

Vu l'avis de légalité demandé au Receveur régional en date du 11 octobre 2013 conformément à l'article L1124-40, 3° du CDLD ;

Vu l'avis favorable remis par le Receveur régional en date du 15 octobre 2013 et joint au dossier ;

Vu les finances communales,

Sur proposition du Collège communal,

ARRETE par 15 voix pour et 2 abstentions (F. Rion et C. Désert)

*Article 1<sup>er</sup>* – Au sens du présent règlement, on entend par :

Ecrit ou échantillon non adressé, l'écrit ou l'échantillon qui ne comporte pas le nom et/ou l'adresse complète du destinataire (rue, n°, code postal et commune).

Ecrit publicitaire, l'écrit qui contient au moins une annonce à des fins commerciales, réalisée par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s).

Echantillon publicitaire, toute petite quantité et/ou exemple d'un produit réalisé pour en assurer la promotion et/ou la vente.

Est considéré comme formant un seul échantillon, le produit et l'écrit publicitaire qui, le cas échéant, l'accompagne.

Écrit de presse régionale gratuite, l'écrit distribué gratuitement selon une périodicité régulière d'un minimum de 12 fois l'an, contenant, outre de la publicité, du texte rédactionnel d'informations liées à l'actualité récente, adaptée à la zone de distribution mais essentiellement locales et/ou communales et comportant à la fois au moins 5 des six informations d'intérêt général suivantes, d'actualité et non périmées, adaptées à la zone de distribution et, en tous cas essentiellement communales :

- les rôles de garde (médecins, pharmaciens, vétérinaires, ...),
- les agendas culturels reprenant les principales manifestations de la commune et de sa région, de ses A.S.B.L. culturelles, sportives, caritatives,
- les « petites annonces » de particuliers,
- une rubrique d'offres d'emplois et de formation,
- les annonces notariales,
- par l'application de Lois, décrets ou règlements généraux qu'ils soient régionaux, fédéraux ou locaux des annonces d'utilité publique ainsi que des publications officielles ou d'intérêt public telles que : enquêtes publiques, autres publications ordonnées par les cours et tribunaux, ....

Zone de distribution, le territoire de la commune taxatrice (Vielsalm) et de ses communes limitrophes (Gouvy, Houffalize, Manhay, La Roche, Lierneux, Trois-Ponts, Saint-Vith, Burg-Reuland)

**Article 2** - Il est établi, pour les exercices des années 2014 à 2018, une taxe communale indirecte sur la distribution gratuite, à domicile, d'écrits et d'échantillons non adressés qu'ils soient publicitaires ou émanant de la presse régionale gratuite. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef du destinataire.

**Article 3** -La taxe est due :

- par l'éditeur
- ou, s'il n'est pas connu, par l'imprimeur
- ou, si l'éditeur et l'imprimeur ne sont pas connus, par le distributeur.
- ou, si l'éditeur, l'imprimeur et le distributeur ne sont pas connus, par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est distribué.

**Article 4** -La taxe est fixée à :

- 0,0111 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires jusqu'à 10 grammes inclus
- 0,0297 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 10 et jusqu'à 40 grammes inclus
- 0,0446 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires au-delà de 40 et jusqu'à 225 grammes inclus
- 0,08 euro par exemplaire distribué pour les écrits et les échantillons publicitaires supérieurs à 225 grammes

Néanmoins, tout écrit distribué émanant de la presse régionale gratuite se verra appliquer un taux uniforme de 0,006 euro par exemplaire distribué.

En application de l'article 1, alinéa 2, chaque exemplaire distribué par une même société mais sous un nom commercial distinct sera taxé distinctement.

**Article 5** Tout contribuable est tenu de faire au plus tard 8 jours avant la distribution, à l'Administration communale, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation.

Cependant, l'administration communale se réserve le droit de vérifier la déclaration du redevable et de rectifier éventuellement celle-ci si une discordance apparaît entre ladite déclaration et le nombre d'exemplaires effectivement distribués.

**Article 6** Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation :

- a) la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.
- b) En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée d'un montant égal au double de celle-ci.
- c) Le montant de la majoration est également enrôlé.

**Article 7** : Pour établir la taxe qui est due conformément à l'article 6b) le nombre d'exemplaires distribués pris par défaut sera égal au nombre de boîtes aux lettres existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition sur le territoire communal de Vielsalm, tel que communiqué par "La Poste".

**Article 8** - La taxe est perçue par voie de rôle. Le montant de la taxe peut être porté au rôle à partir du jour de la distribution.

**Article 9** - Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles 3321-1 à 3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale :

1. Le recouvrement de la taxe est effectué sur base des chapitres 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10 du titre VII du Code des Impôts sur les Revenus et des articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code (article 12 de la loi du 24/12/96).
2. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait du rôle. A défaut de paiement dans ce délai, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard figurant dans le Code des Impôts sur les Revenus, prévues au titre VII, chapitre 1<sup>er</sup>, 3, 4, 7 à 10.
3. Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège communal. Pour être recevables, les réclamations doivent être faites par écrit, motivées et remises ou présentées par envoi postal, dans les six mois à compter du 3<sup>ème</sup> jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait du rôle.
4. La décision prise par le Collège communal peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de Première Instance dans le ressort duquel la taxe a été établie.

**Article 10** - Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication, conformément aux articles L1133-1 et L-1133-2 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation.


**Article 11** - La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon.

Par le Conseil,

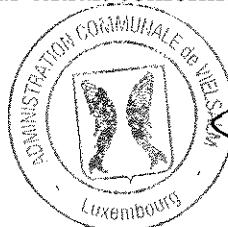
La Directrice générale,  
(s) Anne-Catherine PAQUAY.

Le Président,  
(s) Elie DEBLIRE

La Directrice générale,

  
Anne-Catherine PAQUAY.

Pour extrait conforme,



Le Bourgmestre,

  
Elie DEBLIRE.

Avis rendu au Conseil communal de l'Administration communale de Vielsalm  
en vertu de l'article L1124-40 §1, 3° du CDLD

Avis n°7/2013

Pour le Conseil communal du 28/10/2013

1. Caractéristiques du dossier

Intitulé de la décision	<b>Taxe communale sur les imprimés publicitaires – Exercice 2014</b>
Réception du dossier	11 octobre 2013
Avis en urgence	non
Date limite de remise d'avis	26 octobre 2013
Date du présent avis	15 octobre 2013
Incidence financière	Recette ordinaire
Article budgétaire	04001/364-24
Montant estimatif	Rôle 2012 : 39.694,32 €

**Préambule :**

Des modifications du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont entrées en vigueur ce 1er septembre 2013 ; conformément au Décret du 18 avril 2013 publié au Moniteur belge du 22 août 2013.

L'article L1124-40 §1 du CDLD précise : "*Le directeur financier est chargé 3° de remettre, en toute indépendance, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil communal ou du collège communal ayant une incidence financière ou budgétaire supérieure à 22.000 euros, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier contenant le projet et ses annexes explicatives éventuelles.*

*À défaut, il est passé outre l'avis. Cet avis fait, le cas échéant, partie intégrante du dossier soumis à la tutelle. "*

2. Éléments du dossier reçus

- Projet de délibération arrêtant le règlement sur les imprimés publicitaires pour l'exercice 2014

3. Avis de légalité

a. Base légale

Le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment L1122-30, les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales, la circulaire du 9 février 2006, le Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du CDLD ; la circulaire budgétaire du 23 juillet 2013, la circulaire du 14 septembre 2013 relative à l'établissement des règlements fiscaux y compris de ceux relatifs aux taxes additionnelles.

b. Analyse

- Ce règlement taxe n'a pas été modifié et a été approuvé par les autorités de tutelle en 2013 ;
- Les taux restent inchangés par rapport à 2013 ;
- Les taux sont inférieurs au taux recommandés par la circulaire budgétaire ;
- Ce règlement est inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal du 28/10/2013 et pourra être, de ce fait, transmis avant le 15/11/2013 au Gouvernement wallon pour application de la tutelle spéciale d'approbation ;
- Ce règlement, dérogeant explicitement au délai de 5 jours cité à l'article L1133-2, il deviendra pleinement exécutoire le jour de sa publication ; qui devra avoir lieu au plus tard le 24 décembre 2013.

J'émetts un avis favorable sur le règlement tel qu'il m'a été soumis.

Etabli à Vielsalm, le 15 octobre 2013.

Laurence de Colnet

Receveur régional